

INTRODUCTION

Textualisations

Bernard Charlery de la Masselière

Les 25 ans du laboratoire *Dynamiques rurales* ont servi de prétexte à un colloque international qui s'est tenu à Toulouse au mois de mai 2016, couplé avec les Journées rurales de la commission française de Géographie rurale du CNFG. La création de la jeune équipe Dynamiques rurales en 1991 avait coïncidé avec la parution de l'ouvrage de Bernard Kayser sur *La Renaissance rurale*¹ (1990) qui portait sur les campagnes occidentales, ou de l'article de Maxime Haubert sur *Le Retour des paysans mythes et réalités* (1991²) dans les pays du tiers monde. Faisant écho aux diagnostics des années 1960, là aussi avec un écart d'environ 25 ans, sur la fin des paysans dans les sociétés industrialisées et sur la montée d'une « marée paysanne » dans le tiers monde, l'un et l'autre s'étaient interrogés sur un retournement de tendance repérable d'un côté dans un renouveau démographique des campagnes d'Europe et d'Amérique du Nord et la recomposition de leurs sociétés villageoises, et d'un autre dans l'accroissement de la place faite aux paysans dans les politiques agraires et de leur rôle en tant qu'acteurs dominés, dans le changement des sociétés rurales et plus généralement des sociétés nationales. Depuis lors, du repeuplement des campagnes à l'économie résidentielle, de la recomposition de la société villageoise à la transition mobilitaire, de la culture au village au marketing territorial, du local au global, etc., les mutations constatées sont considérables et appellent un profond renouvellement des catégories permettant d'en rendre compte. L'objectif du colloque était de revenir sur le projet qui avait guidé ces

1. Kayser, 1990.

2. Haubert, 1991.

réflexions en vue de refonder l'objet « rural » et de redéfinir les grands axes d'un mode de compréhension du rapport société/espace. L'appel à communications organisait la réflexion autour de trois points de controverse qui ont animé les études rurales durant ces dernières décennies : usages, ressources et gouvernances. Les communications du colloque se sont ainsi attachées à déconstruire et à repositionner l'objet « rural », en particulier dans son rapport à l'urbain. Sous la forme d'un simple pré-texte à ces contributions, cette introduction fait une relecture rapide, personnelle et incomplète de quelques éléments des rapports qui ont jalonné le projet de Dynamiques rurales, dont l'histoire demanderait sans doute une approche plus spécifique et mieux reconstruite de la façon dont le laboratoire a, pendant 25 ans, « fabriqué le rural ».

Ruralité, vous avez dit ruralités ?

En 1990, Dynamiques rurales a fondé son projet scientifique interdisciplinaire (géographie, agroéconomie, sociologie à l'origine) et pluri-institutionnel sur la nature fragilisée des agricultures et des sociétés rurales dans les pays développés et en développement, en privilégiant des facteurs de changement à des échelles qui transgressent les contextes spécifiques locaux, de la globalisation à l'intégration inégale. Une approche croisant la *verticalité* de l'organisation, essentiellement marchande, des filières et l'*horizontalité* des territoires et des environnements physiques et socioculturels permettait de donner du sens aux tensions, innovations et involutions sociotechniques d'un nouveau moment de l'histoire de ce qui était encore identifié comme des « sociétés rurales ». À travers les systèmes de production, la prise de décision et les choix techniques, ou les flux de produits au sein des filières, l'agriculture restait au cœur de l'identification de l'objet « rural », dont on cherchait à définir pour les acteurs (les ruraux) une nouvelle synthèse sociale. Le « rural » servait d'épithète positiviste, empirique donc, et relativement assurée de sa valeur heuristique, aux espaces et aux sociétés dans un contexte de transformations et de dynamismes internes menant vers une transition dans le ou les modèles de développement. Est mis en évidence un « modèle rustique de développement », aux marges d'un modèle dominant – sans pour autant être rejeté dans la marginalité – et structuré par un système propre de valorisation : un modèle donc intégré, alternatif et résistant, on dirait aujourd'hui « résilient ». Le terme « rural » renvoyait ainsi à une réalité sociale et spatiale à la croisée de plusieurs disciplines scientifiques : en tant qu'espace physique concrètement identifiable, marqué par la géographie et hérité de l'histoire ; en tant qu'identification de communautés, de sociétés agraires voire de paysanneries, constituées à partir d'une histoire commune, du mode de peuplement, de l'activité agricole dominante, des rapports fonciers et des rapports à la nature, mais aussi dans les relations établies avec le monde urbain à travers les mobilités ; enfin en tant qu'objet de représentations et lieu de construction identitaire de l'imaginaire collectif mais aussi du discours idéologique et politique. Par ailleurs, les pratiques administratives de gestion du territoire se saisissaient de l'objet en privilégiant non pas le contenu mais un « contenant », disponible pour une action volontariste, elle-même fondée sur des zonages.

Les années 1990 ont vu s'affirmer, sur fond de crise, une remise en question radicale des modèles de développement au Nord comme au Sud, en raison notamment des excès du productivisme qui se traduisaient par un accroissement des disparités sociales et par d'importantes dégradations environnementales, de la déprise de l'État qui redéfinissait les rapports de pouvoir au sein des grandes filières, et de la globalisation des échanges qui bouleversait les rapports établis entre les territoires et accentuait leur mise en concurrence. L'enjeu est alors de pouvoir penser une « requalification » du rural, que, dans sa politique scientifique des années 1998-2002, Dynamiques rurales inscrit dans une thématique centrale où sont mises en exergue les idées de « transition » et de « nouvelles ruralités », et en soulignant que ni modèle ni normes ne servent de référence. L'usage du pluriel, à l'inverse d'un singulier plus générique, témoigne de cette difficulté à penser *la* ruralité, ou l'esquive, ou peut-être veut donner du temps à la réflexion en se concentrant d'abord sur l'analyse de la diversité des situations nouvelles. « Nouvelles » a-t-on écrit : en ces temps d'accélération, tout est toujours nouveau ou changeant. D'un point de vue scientifique, cela nous dégage progressivement de la modernité (économique, technique, culturelle) qui a construit ses territoires, créant des séparations, des spécialisations, des hiérarchies comme autant de limites dans lesquelles s'inscrivaient nos représentations identitaires. Le caractère de nouveauté renvoie-t-il alors à cette postmodernité qui émerge avec le millénaire, mais qui n'a pas de nom propre ? Ce caractère dessinerait alors une ambition, une contribution positive au renouvellement du débat sur la ruralité même si on peut être gêné par le paradoxe apparent voire l'antinomie entre le substantif et le qualificatif dans l'expression *nouvelles ruralités*.

La ruralité seule ne permet pas de rendre compte totalement des évolutions historiques et des enjeux de la société globale ; elle en est pourtant une composante. Les anciennes perceptions ne sont plus opératoires et les tendances à un nouvel enfermement ou à un repli identitaire, sur le mode de l'ordre éternel des champs ou du conservatisme naturaliste, n'offrent aucune perspective durable. La ruralité s'inscrit dans un monde de plus en plus complexe, fait on le sait de mobilités, d'hybridations, et où le territoire en tant qu'espace continu et défini doit d'une part s'articuler à d'autres formes ou structures spatiales que sont entre autres les réseaux, et d'autre part, du local au global, s'inscrire dans des logiques qui jouent ou se jouent des différentes échelles ou ordres de grandeur géographiques. Il y a une réelle difficulté intellectuelle à penser cette complexité et à nommer les objets à partir desquels on tente d'analyser les nouveaux processus qui structurent les existences. On connaît les hésitations de la statistique nationale à ce sujet : la perception de l'espace français qu'elle propose, sous la forme de polarisations multiples et hiérarchisées, montre déjà que l'on est passé de la notion de territoires finis à celle d'aires de mouvements à géométrie variable, comme le définissait déjà Peter Hagget dans son ouvrage fondateur sur l'analyse spatiale en géographie humaine. La déclaration de politique scientifique du rapport 2005 de Dynamiques rurales marque de façon claire cette inflexion d'une recherche focalisée sur les sociétés et les espaces ruraux et leurs évolutions vers une inscription

plus explicite de la problématique dans un champ interactif « rural/urbain ». Renversement de positionnement qui prend en compte le fait que les sociétés s'insèrent dans une dimension active contribuant au changement social, économique et politique du sens de la ruralité : la dynamique, l'inscription dans le mouvement, la mobilité ne sont plus seulement associés à l'urbain.

En 2011, Dynamiques rurales réaffirme la cohérence de son parcours scientifique autour d'un paradigme nécessaire, le « rural » toujours, qui, de façon dynamique permet d'ouvrir le champ d'une axiomatique marquant l'unité, ou la tension collective, du projet, mais aussi = de ses déclinaisons en objets scientifiques pluriels, les « ruralités » comme territoires ou espaces construits. La raison pratique vient au secours d'un objet dont le sens peut être dilué dans sa propre complexité et dans les nombreuses questions de société qu'il porte et qui le débordent. La ruralité renvoie à des lieux d'approche cognitive ou lieux de connaissance, et au-delà de l'observation, à des lieux de solidarité, solidarité qui fait partie de la démarche elle-même : le rural est appréhendé comme un lieu de projet, d'espoir, de souffrance, etc. pour les populations qui y vivent et en vivent. Cette raison pratique se retrouve également dans le caractère heuristique original de l'entrée « rural » pour aborder les grandes problématiques des champs de recherche que sont l'espace et le développement : comment replacer les attributs de la ruralité dans des configurations inédites par lesquelles les acteurs répondent aux défis de la globalisation, de la solidarité, de la transmission entre les générations, de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de la réorganisation des territoires et de leurs modes de gouvernance, etc. ? L'enjeu reste toujours la création de nouveaux outils conceptuels et méthodologiques. Les orientations scientifiques du rapport 2015 restent dans la continuité de cette mise en question du « rural », toujours à travers une logique interactive mais dans de nouvelles interfaces (rural/urbain, local/global, réseaux/territoires, etc.) en repoussant encore plus ses frontières, ses interférences et ses recompositions et dépassant les catégories et oppositions préétablies notamment entre rural et urbain.

Les approches contemporaines explorent bien, d'une façon ou d'une autre, le rural dans son rapport à l'urbain. Si la dichotomie ville/campagne reste opératoire comme schéma de représentation et de compréhension du réel dans la pratique des usagers, elle est de moins en moins validée par la recherche bien que celle-ci ait du mal à s'en défaire : il y aurait plutôt un brouillage, une hybridation, une mobilité circulaire (la ville qui vit selon les attributs du rural et *vice versa*) qui appelleraient la définition de nouveaux territoires de référence. Même du côté des usagers, des néoruraux par exemple, le terroir ou le territoire concret n'est plus souvent qu'une réalité locale ne dépassant pas l'horizon de l'espace parcouru au quotidien, dont les limites et les attributs propres sont par ailleurs brouillés par la mobilité pendulaire et la fréquentation instantanée d'un cyberspace aux frontières en partie immatérielles.

Les multiples déclinaisons de la ruralité

Au-delà d'une réflexion théorique, la définition ou l'invention de la ruralité est mise à l'épreuve de travaux de recherche, qui se saisissent de ses multiples déclinaisons, qu'elles soient travaillées sous la forme d'orientations, entrées, thèmes, axes ou encore de controverses. L'appel à communications du colloque avait ainsi proposé trois axes thématiques identifiés suivant trois mots-clés : usages, ressources et gouvernances.

Même si l'on n'est pas encore prêt pour la définition claire et précise de nouveaux modèles dans lesquels pourraient s'inscrire sans ambiguïté ces « nouvelles ruralités », on peut déjà prendre acte des différents facteurs ou paradigmes sur lesquels se fondent les analyses :

- l'agriculture n'est pas seulement une catégorie du rural et le rural ne se décline pas seulement à partir de l'agricole : on sort, même en Afrique, de l'idée de campagnes agricoles, lieux de production d'une société homogène, d'un espace rural qui trouverait dans les caractéristiques locales et seulement locales les racines de son développement et de son identité. Le concept de développement territorial permet de réfléchir à une nouvelle économie des compétences articulant les aménités et les atouts d'un territoire à des réseaux transgressant les limites du territoire et capables de mobiliser des ressources externes ;
- il faut sortir d'un rapport strictement identitaire au lieu. La question centrale est celle de l'accès aux ressources multiples et la propriété, si elle reste une réalité centrale de l'activité économique, est un moyen parmi d'autres de contrôler l'accès aux ressources mais parfois elle ne peut pas le garantir ;
- l'espace rural doit être vu comme un bien commun, patrimoine de la société globale et donc objet de projets complémentaires, contradictoires ou concurrents. L'espace rural est multifonctionnel, lieu d'invention, espace public où se construit une nouvelle façon d'être ensemble, d'être à la nature. On pourrait parler d'une nouvelle modernité rurale, mais le qualificatif ne doit pas être exclusif. De nombreuses incertitudes pèsent sur le sens à donner à cette modernité ou postmodernité dans un contexte où les territoires sont de plus en plus hétérogènes et subissent une mise en compétition à l'échelle globale.

Ressources

La Renaissance rurale dressait un bilan contrasté de la grande transformation de l'agriculture, celle qui devait provoquer la fin des paysans et l'avènement des chefs d'entreprise agricole. En 1991, le projet initial de Dynamiques rurales portait directement sur les transformations des agricultures et des sociétés rurales fragilisées, dans les pays développés et dans les pays en développement. C'est d'abord et avant tout par l'activité agricole que s'analyse un système de ressources et de compétences marqué du sceau de la ruralité. Certes les « activités rurales » sont associées à un complexe

agro-industriel et à des logiques de filières qui les lient à des espaces plus ou moins lointains de marché. L'espace de référence est celui d'un pays, d'une région, d'un bassin de production, et/ou de l'exploitation et de son proche voisinage.

Cependant, cette primauté de l'agriculture est dès le départ mise en question : ainsi emplois et ressources des ruraux ressortissent principalement de divers secteurs non agricoles, même si les transformations en cours présentent des traits particuliers aux ménages ruraux, en fonction de la structure des activités et des emplois offerts, et même si l'enjeu est en grande partie la survie de petites et moyennes exploitations agricoles. L'entrée par les familles permet de saisir la diversité des situations vécues dont les transformations sont analysées au sein d'une séquence conceptuelle de la *résistance à la nouvelle ruralité*. La résistance concerne des territoires caractérisés par une présence agricole forte, par une tradition industrielle en déclin et/ou par des mobilités démographiques liées à l'urbanisation. L'évolution du système rural est alors fonction de l'existence d'un continuum ville-campagne, au sein duquel les populations, par la mobilité, diversifient l'origine de leurs revenus. Cette complémentarité entre les sources de revenus est au fondement même de la pérennité des micro-exploitations, comme du développement de la filière tourisme rural et son intégration dans le système exploitation-famille. D'autres secteurs émergent et participent à la diversification des activités en milieu rural, ainsi en est-il du secteur médicosocial ou des nouvelles formes de travail à distance. La ruralité s'accompagne par ailleurs de l'affirmation d'une identité qui, loin d'être figée dans des manifestations traditionnelles du domaine économique et social mais tout en restant connectée à la culture ancienne notamment paysanne intègre de nouveaux éléments culturels apportés par la recomposition et la mobilité des populations et par l'accélération des échanges. D'où l'idée de transition qui structure le projet de Dynamiques rurales au tournant du siècle, transition des sociétés et des espaces ruraux vers un futur qui est indéterminé et pour lequel les schémas d'analyse et les références des chercheurs sont à renouveler.

La question de la ressource s'inscrit alors de façon privilégiée dans le contexte plus large des mutations sociales et territoriales, qui lui donne sens. La relation « produit, filière territoire » est traitée dans sa dimension non seulement économique, mais aussi culturelle, politique et institutionnelle et met en jeu les modes de valorisation des ressources locales dans le cadre renouvelé de la compétition mondiale. Elle redéfinit l'ensemble des conditions du développement et par là même de l'organisation des territoires ainsi que leur différenciation complexe face à un processus de globalisation marchande à tendance unidirectionnelle. Dans le contexte politique et économique instable des années 1990 dans les Suds, la libéralisation des filières a bouleversé les rapports établis entre les différents acteurs : en partant d'une flexibilité plus grande laissée aux initiatives locales, les chercheurs ont interrogé les nouvelles conditions du développement territorial à l'interférence complexe des fragilités écologiques, des restructurations sociales et politiques, des mobilités sociales et géographiques, de la compétition sur les ressources, du caractère erratique des marchés, et des dérivations économiques différentielles des unités de production.

Si donc l'agriculture est toujours au cœur de la question des ressources dans les territoires ruraux, elle se déporte plus vers le territoire lui-même. Par le concept d'ancrage territorial, on étudie le territoire comme espace physique mais aussi comme une construction socioéconomique susceptible de permettre la production de dispositifs d'innovation technique et organisationnelle, la définition et la mise en place de projets de développement originaux, comme les systèmes productifs localisés. C'est d'abord la fonction productive des territoires ruraux qui est interrogée, et la première d'entre toutes, l'agriculture dont les modèles coexistent et évoluent face aux évolutions des marchés et de la demande, et des contraintes du développement durable. D'un côté, le devenir des exploitations familiales est questionné sous l'angle de leur capacité de résilience et de leur viabilité : on reste ici dans la défense d'une profession et le maintien d'une forme familiale de production localisée. De l'autre, sont identifiées et caractérisées des formes d'entreprises capitalistiques, agriculture de firme ou agriculture d'entreprise, pourvoyeuses d'emplois salariés, compétitives, spéculatives, à investissement territorial multiple et conjoncturel, présentes sur les marchés internationaux et fortement intégrées aux industries de l'amont et de l'aval des filières agroalimentaires. Si les ressources localement situées en milieu rural ont toujours été convoitées, leur valorisation actuelle suscite donc de grandes interrogations. Ce sont les acteurs situés dans les centres urbains qui de plus en plus commandent les investissements en milieu rural et connectent ainsi les espaces ruraux au monde globalisé, par rapport auquel certains étaient jusqu'alors marginalisés. Entre jeux d'acteurs, jeux d'espaces et jeux d'échelles l'analyse des ressources dans les espaces ruraux met au cœur de sa problématique les conflits, le pouvoir et les inégalités dans l'identification et la construction de modèles de développement postmodernes.

Usages

Le projet initial de Dynamiques rurales s'appuyait sur le constat d'une vulnérabilité du milieu social et d'une indétermination relative des fonctions au sein de l'espace rural créées par les profondes mutations économiques et techniques de la deuxième moitié du xx^e siècle. Au-delà des formes de déstructuration des sociétés rurales, l'approche se voulait positive par l'analyse de la possibilité d'une nouvelle synthèse sociale.

Très vite, le questionnement sur les usages de l'espace rural prend acte que celui-ci perd sa fonction majoritairement agricole et son référent à l'histoire agraire, et qu'il est réinvesti des valeurs de la société globale. Les manifestations de ce réinvestissement n'occupent pas le devant de la scène et restent en creux d'un discours social ostentatoire. Le cadre général est celui d'un processus de globalisation, qui crée de nouvelles formes de différenciation au Nord comme au Sud ; les ruraux voient leur espace social et économique s'élargir et/ou se diversifier. Le questionnement porte alors sur l'avènement d'un rural nouveau, d'une transition qui s'invente entre un rural paysan, historique, et un rural qui ne l'est plus tout à fait et qui ne repose dans ses usages sur aucun projet collectif énoncé ni même imaginable. Le rôle de l'agriculture et la place des agriculteurs dans la construction sociale des territoires s'inscrivent dès lors dans un

questionnement plus large sur l'élaboration des liens sociaux et les modes d'habiter les espaces ruraux. Dans cet objectif, l'approche compréhensive de l'analyse des discours interroge les pratiques ainsi que les processus et les procédures qui les organisent, leur donnent sens et les justifient. Cette approche globale ne fait pas oublier que les changements dans les usages de l'espace rural concernent d'abord la dynamique des systèmes d'exploitation et les mutations du métier d'agriculteur voire du statut de la paysannerie dans son rapport au développement : les processus d'installation des jeunes agriculteurs et la question agro-environnementale offrent des entrées privilégiées pour catégoriser les situations et les enjeux de ces mutations structurelles.

L'analyse de la construction sociale des territoires par les façons d'habiter le monde et d'en user, intègre le changement d'échelles dans la compréhension des phénomènes : échelles de temps par la prise en compte de la durée et des synchronisations ou désynchronisation entre les diverses temporalités – de la recherche, de l'inscription des acteurs dans les territoires (les itinéraires de vie), dans la mobilisation des héritages et des horizons d'attente, etc. ; échelles géographiques par la prise en compte des circulations et de la multiplication des échanges inter, intra et transnationaux. Ce jeu d'échelles trouve, en partie, son expression conceptuelle dans les notions de « multi ou pluriterritorialité » et de « ruralités discrètes » en relation avec l'interférence des lieux et l'accélération du temps sinon de l'histoire par lesquels s'entrechoquent parfois brutalement héritages et modernités, structure et conjoncture. Comment alors, dans ces contextes et ces mutations plus ou moins critiques, se construisent ou se reconstruisent les identités individuelles, familiales et collectives, en particulier dans les façons d'habiter entre la ville et la campagne, ou dans les espaces de faible densité ? En France, les populations rurales sont marquées par l'importance des mobilités résidentielles et de loisir, l'élargissement des influences urbaines et des fronts de la périurbanité. Cette culture de la mobilité et de la migration se retrouve en Amérique latine et en Afrique, par laquelle les familles et les individus tentent de sécuriser et/ou d'élargir leurs modes d'existence tout en conservant un référent identitaire, parfois idéalisé, en lien avec la terre et le travail de la terre. La question des rapports de genre et des rapports intergénérationnels permet de saisir les enjeux de ce moment historique que connaissent sociétés et espaces ruraux, car elle permet de réinterroger les rapports des individus et des sociétés à leurs espaces et lieux de vie, d'échange et de ressource, selon une logique de l'entre-deux et de l'incertitude, de conquête sociale et de marginalité, qui a longtemps marqué la place des femmes et des jeunes dans les modes de développement et par laquelle se tisse de façon originale et contemporaine le lien entre tradition et modernité.

C'est aujourd'hui à travers la déconstruction des catégories de l'urbain et du rural et leur réactivation au sein de nouvelles configurations sociales et spatiales que les usages se transforment et prennent sens pour dépasser la contradiction principale d'un espace abstrait fait d'unification globalisante et de fragmentations déstructurantes qui affectent négativement les existences.